



**EXTRAIT**  
du registre des Délibérations du Conseil Municipal  
séance du 9 novembre 2021

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

**2021 - 191      ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**  
**CREATION D'UN CAMPUS ETUDIANT – DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE**  
**AVENANT N° 1**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 2 novembre 2021, s'est réuni le mardi 9 novembre à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Nora Mekia ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PARTENT EN COURS DE SEANCE :

Madame Annie OGGERO-MAIRE  
(Prend part aux délibérations N°181 à N°191)  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL  
(Prend part aux délibérations N°181 à N°194)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE  
Monsieur Jean-Marc GARNIER  
Madame Magali CONESA

Monsieur Patrick ISNARD

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Monsieur Patrick ISNARD à Madame Alexane ISNARD  
Madame Annie OGGERO-MAIRE à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Mékia Noura ADDAD

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 septembre 2021.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2021 - 188      REQUALIFICATION DE L'ÎLOT ROUSTAN  
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

DU 9 NOVEMBRE 2021

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
CREATION D'UN CAMPUS ETUDIANT – DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE  
AVENANT N° 1**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Par délibération n° 2021-71 du 23 mars 2021, le Conseil Municipal avait approuvé le principe de délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à la ville de Grasse pour la création d'un campus étudiant.

Il est néanmoins important de noter que des dépenses avaient été réalisées par la ville de Grasse avant la date effective de mise en place de la délégation, soit le 15 avril 2021.

Ces dépenses ainsi que leur financement (subventions et emprunt) vous ont été détaillées dans l'annexe du PV de mise à disposition pour être transférées à la CAPG.

Dans ce sens, il convient donc de déduire ces charges et ces produits du plan de financement de l'opération concernée par la délégation de maîtrise d'ouvrage objet de la présente délibération.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Direction des Affaires Financières	DEPENSES RECETTES	6 483 396,75 € 6 483 396,75 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1321-1, L 5211-5-1, L.5211-17, L5214-16-1 et L 5216-5 ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, notamment les articles L2422-5 à L2422-12 ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n° DL2019\_091 passée au Conseil de communauté du Pays de Grasse du 28 juin 2019, portant « modification des statuts de la communauté d'agglomération », rendant ainsi la C.A.P.G. compétente en matière de « développement de l'enseignement supérieur et de la recherche » ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération 2021-37 en date du 23 mars 2021 portant approbation de la mise à disposition du bien dénommé « Ancien Palais de Justice » à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

Vu la délibération 2021-71 en date du 23 mars 2021 portant approbation du principe de délégation de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à la ville de Grasse pour la création d'un campus étudiant.

Vu la délibération 2021-190 en date du 9 novembre 2021 approuvant le procès-verbal de mise à disposition des travaux engagés et des financements obtenus par la Commune avant la délégation de maîtrise d'ouvrage du 15 avril 2021.

Considérant qu'au regard des enjeux du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le territoire et de l'intérêt de redynamiser le centre historique de Grasse, la Ville s'est inscrite dès le début dans le déploiement du projet Grasse Campus, en particulier par la réhabilitation de propriétés de la ville aux fins de proposer de nouveaux lieux d'implantation pour les établissements-hôtes ou universités en cœur de ville,

Considérant qu'à ce titre, la ville de Grasse a mis à disposition de la communauté d'agglomération « l'Ancien Palais de Justice », bâtiment à réhabiliter dans le cadre du développement de Grasse Campus,

Considérant que la Ville a une parfaite connaissance des locaux et a déjà lancé l'opération de réhabilitation en déposant un permis de construire délivré en date du 9 octobre 2020, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse souhaite déléguer la maîtrise d'ouvrage de cette opération à la ville de Grasse.

De même, la ville ayant déjà attribué des marchés publics pour cette opération, il est proposé que celle-ci en reste titulaire. Cependant, la ville exécutera pour ordre de la communauté d'agglomération lesdits marchés.

A noter que les équipements (matériel informatique, mobilier, ...) de ce nouveau site ne feraient pas l'objet de la délégation de maîtrise d'ouvrage. Par ailleurs, il est proposé de déposer un dossier de demande de subvention au titre du DSIL spécifique aux équipements.

Le montant prévisionnel du projet s'élève à la somme de 7 285 028,40 € TTC.

## PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL TTC CAMPUS UNIVERSITAIRE

	DEPENSES EN EUROS	RECETTES EN EUROS
Etudes préalables	100 485,60	
Bureau de contrôle	37 440,00	
Mission CSPA	12 120,00	
Assistance Maîtrise d'Ouvrage	29 064,00	
Maître d'Œuvre	521 887,20	
Travaux	6 053 631,60	
Equipement	530 400,00	
Subvention Banque des territoires		65 000,00
Subvention Etat DSIL		600 180,00
Subvention Région CRET 2		2 154 762,00
Subvention Département		1 800 000,00
Subvention DSIL équipement		210 000,00
FCTVA		1 195 036,06
<b>EMPRUNT</b>		1 100 000,00
<b>Part CAPG</b>		160 050,34
<b>TOTAUX TTC</b>	<b>7 285 028,40</b>	<b>7 285 028,40</b>

Par ailleurs, l'opération ayant déjà débuté, il est à signaler que la commune de Grasse a déjà procédé au paiement d'un certain nombre de dépenses sur cette opération, pour un montant total de 801 631,65 TTC € TTC, ainsi qu'à l'encaissement de subventions et d'un emprunt pour un montant strictement équivalent.

La liste exhaustive de ces dépenses et recettes vous a été annexée à la délibération 2021-190 du 9 novembre 2021 dans le procès-verbal de mise à disposition.

### PROCES VERBAL MISE A DISPOSITION DEPENSES ET RECETTES REALISEES PAR LA VILLE DE GRASSE AVANT LE 15 AVRIL 2021 POUR LA REALISATION D'UN CAMPUS UNIVERSITAIRE

	COMPTE	DEPENSES TTC	COMPTE	RECETTES TTC
Etudes préalables	<b>2031</b>	23 572,00		
Etudes préalables	<b>2033</b>	15 904,79		
Travaux	<b>2313</b>	759 088,86		
Travaux	<b>2315</b>	3 066,00		
Subvention Banque des territoires			1321	65 000,00
Subvention Etat DSIL			1321	93 241,85
Emprunt			1641	643 389,80
<b>TOTAL TTC</b>		<b>801 631,65</b>		<b>801 631,65</b>

Depuis le 15/04/2021, date de signature de la convention de délégation de maîtrise d'Ouvrage, la commune mandate les factures liées à ce programme sur le compte 458103 (en qualité de maître d'ouvrage délégué).

Ainsi, le montant d'opération concernée par la délégation de maîtrise d'ouvrage s'élève à la somme de 6 483 396,75 € TTC.

Considérant que la ville de Grasse est titulaire du contrat d'emprunt n° 5378108 contracté auprès de la Banque des territoires ;

Considérant que la quote-part de l'emprunt d'un montant de 456 610,20 € nécessaire au financement des travaux dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage fera l'objet d'un remboursement par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse selon le tableau d'amortissement joint à la présente délibération (annexe 2).

Considérant que la Ville de Grasse étant la Collectivité qui a constaté et constatera l'ensemble des dépenses liées à l'opération, elle sera en charge du recouvrement de l'ensemble des subventions accordées par les partenaires institutionnels.

Les modalités de cette délégation sont définies aux termes de la convention ci-jointe (annexe 1), qu'il convient d'approuver.

**PLAN DE FINANCEMENT DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE  
REALISATION D'UN CAMPUS UNIVERSITAIRE**

	<b>COMPTE</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>COMPTE</b>	<b>RECETTES</b>
Etudes préalables	<b>458103</b>	61 008,81		
Bureau de contrôle	<b>458103</b>	37 440,00		
Mission CSPS	<b>458103</b>	12 120,00		
Assistance Maîtrise d'Ouvrage	<b>458103</b>	29 064,00		
Maître d'œuvre	<b>458103</b>	521 887,20		
Travaux	<b>458103</b>	5 291 476,74		
Equipement	<b>458103</b>	530 400,00		
Subvention Etat DSIL			<b>458203</b>	506 938,15
Subvention Région CRET 2			<b>458203</b>	2 154 762,00
Subvention département			<b>458203</b>	1 800 000,00
Subvention DSIL équipement			<b>458203</b>	210 000,00
Emprunt			<b>458203</b>	456 610,20
FCTVA (part Ville)			<b>458203</b>	131 499,66
FCTVA (part CAPG)			<b>458203</b>	1 063 536,40
CAPG			<b>458203</b>	160 050,34
<b>TOTAL TTC</b>		<b>6 483 396,75</b>		<b>6 483 396,75</b>



La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 11 octobre 2021,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la maîtrise d'ouvrage des travaux envisagés à la Commune d'un montant prévisionnel de 6 483 396,75 € TTC ;
- **APPROUVER** le plan de financement prévisionnel pour un montant de 6 483 396,75 € TTC tel que présenté ci-dessus ;
- **APPROUVER** la quote-part de l'emprunt nécessaire au financement des travaux dans le cadre de la délégation de maîtrise d'ouvrage, soit 456 610,20 € et son remboursement par la Communauté d'Agglomération ;
- **APPROUVER** le principe de perception des subventions des partenaires institutionnels par la Ville de Grasse ;
- **APPROUVER** les termes de la convention à intervenir avec la C.A.P.G relative à cette délégation de maîtrise d'ouvrage ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer pour le compte de la ville ladite convention ainsi que les éventuels avenants à venir, dans la mesure où ces derniers ne seront pas de nature à dénaturer les conventions initiales, ainsi que toute pièce, de nature administrative, technique et/ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 36 voix pour et 9 abstentions : Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame ADDAD, Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Madame ISNARD (2 voix) et Monsieur CAMERANO.

Delibération affichée le **10 NOV. 2021**

suivant les signatures

**POUR EXTRAIT CONFORME**

Le Maire,

*ehon*

